



Courrier Laval > Actualités

Enseignants: Laval vote en faveur de six demi-journées de grève



Diane Hameury

Publié le 25 mars 2015

Les détails seront connus en avril

Quelque 1050 membres du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval (SERL) ont voté en faveur de six demi-journées de grève à être exercées au moment jugé opportun lors d'une assemblée tenue hier soir, au Château Royal.



© (Photo TC Media - Vincent Graton)

Quelque 1050 membres du SERL étaient réunis au Château Royal mardi soir, alors qu'un mandat de six demi-journées de grève a été adopté en grande majorité par l'assemblée.

ajoutant qu'un vote de ralliement à la Fédération autonome de l'enseignement avait aussi été adopté à la majorité en lien avec ce vote à venir.

Mme Lafrance a également mentionné que l'assemblée de mardi a été la plus importante en termes de participation dans l'histoire du SERL. «Il y a des gens qui n'ont même pas pu

Le message a été très clair envers les offres patronales déposées en décembre par le gouvernement Couillard puisque 79,38 % des membres se sont prononcés en faveur de ce moyen de pression.

Il faut toutefois préciser que c'est au niveau du Comité fédératif de négociation que les détails des moyens de pression seront décidés, puisque huit syndicats à travers la province sont aussi impliqués dans le processus.

«Nous, c'est ce que nous allons apporter au Comité, mais il faudra voir ce que les autres ont à proposer avant de voter en avril pour une décision finale. Les demi-journées pourraient devenir trois journées, par exemple», d'expliquer Manon Lafrance, conseillère syndicale chargée des communications,

assister à la rencontre parce que le stationnement était plein à craquer et il n'y avait plus de place dans les rues avoisinantes», a-t-elle rapporté, ajoutant que le mécontentement envers les offres était palpable et que les membres étaient à bout de nerfs.

Rappelons que 200 membres ont manifesté devant les bureaux de la Commissions scolaire de Laval (CSDL) le 18 mars, tout juste avant le conseil des commissaires. Ce soir-là, une pétition de 1600 signatures a été déposée afin de dénoncer les exigences du gouvernement.

Les enseignants considèrent que leurs conditions de travail, de même que les services offerts aux élèves, sont mises à rude épreuve dans les récentes offres patronales.